

L'ÉLECTION DE NICOLAS SARKOZY... TOUT DEVIENT POSSIBLE

Marie-Bernard Meunier

La victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle s'explique par l'extraordinaire détermination du candidat et sa capacité à convaincre une majorité de Français qu'avec lui la France renouera avec le succès. Saura-t-il imposer son programme ambitieux de transformation de la société ? Saura-t-il aplanir ou contourner tous les obstacles et venir à bout de toutes les résistances ? Les traits de caractère qui ont fait de lui un formidable candidat feront-ils de lui un bon président ? Marie-Bernard Meunier analyse les raisons de sa victoire et observe que si tout est indéniablement possible, y compris que la France sorte enfin de sa torpeur et prenne un nouveau départ, les beaux projets du nouveau président risquent également « de se heurter à la proverbiale résistance française au changement » et à « des réalités sur lesquelles il n'a pas beaucoup de prise ».

Nicolas Sarkozy's victory in the presidential elections is a measure of the candidate's extraordinary determination, and his ability to persuade a majority of the French population that with him, France would prosper once more. Will he be able to implement his ambitious program to transform France? Will he smooth over or bypass all of the obstacles and meet resistance head-on? Will the qualities that made him a great candidate make him a good president? Marie-Bernard Meunier analyzes the reasons for his victory and observes that while anything is possible, including France finally coming out of its slump and starting fresh, the new president's grand projects are also likely to encounter the "traditional French resistance to change" and "realities over which he has little control."



Il en avait fait son slogan de campagne : Ensemble, tout devient possible ! Au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy, on peut penser, en effet, que tout est devenu possible, le meilleur comme le pire. Si on analyse les raisons de sa victoire, si on examine le programme qui est le sien et qu'on évalue les chances que ce programme soit mis en œuvre, on peut croire que la France sortira enfin de sa torpeur et qu'elle s'apprête à prendre un nouveau départ. On peut penser aussi que les mois et les années à venir seront particulièrement difficiles et que la rencontre dont rêve le nouveau président de la République française — entre la volonté d'un homme et les aspirations d'un peuple — n'aura pas lieu.

Rarement une victoire électorale aura été plus annoncée. Des centaines de sondages, littéralement des centaines depuis l'automne dernier, donnaient Sarkozy gagnant. À 53 p. 100, sa victoire est nette. Comment s'explique-t-elle ? Comme toujours par une combinaison de facteurs. D'abord, la détermination du candidat. Sa volonté de réussir était telle qu'elle est venue à bout de toutes les résistances dans son propre camp. Avec plus ou moins de rapidité, et souvent encore moins d'enthousiasme, les Jacques Chirac, les

Dominique de Villepin et autres candidats putatifs comme Michelle Alliot-Marie ont tous fini par se rallier.

Des personnalités comme Simone Veil, que rien n'obligeait à revenir dans l'arène politique, ou Alain Juppé, autrefois pressenti pour être lui-même candidat à la présidence et dont les aptitudes pour la fonction sont à certains égards plus évidentes que celles de Sarkozy, ont l'un et l'autre jugé opportun de taire leurs réserves et de monter dans le train. Aux députés centristes qui tardaient trop à faire de même, Sarkozy a su rappeler à qui ils devaient leur dernière élection et, surtout, à qui ils devraient leur réélection.

En position de force au sein d'une famille politique soudée, Sarkozy a su aussi faire deux choses essentielles. Premièrement, convaincre les Français que c'est lui qui mettrait fin à la morosité ambiante. La France vit mal sa perte d'influence en Europe et dans le monde. Elle est accablée de voir ses voisins (particulièrement l'Allemagne) présenter des résultats économiques toujours meilleurs que les siens. Les violences urbaines et l'immigration génèrent des angoisses existentielles, la mondialisation aussi. Les Français sont inquiets pour leur avenir

et celui de leurs enfants. Dans un tel contexte, le discours énergique et déterminé d'un homme qui vous promet de changer tout cela trouve forcément un large écho.

Deuxièmement, Sarkozy a poursuivi une stratégie gagnante vis-à-vis du Front national. S'affichant depuis toujours et sans complexe comme un homme de droite, il n'a pas hésité à aller chasser sur les terres de Jean-Marie Le Pen. Avec des propos parfois excessifs, il a réussi à récupérer une partie de son électorat. Si on peut lui faire le reproche d'avoir frôlé parfois les limites de la démagogie, on doit cependant se réjouir qu'il ait réussi à ramener le Front national de 17 à

peine reprochées. D'une part, parce que ses partisans avaient compris que la victoire était à ce prix et, d'autre part, parce qu'en comparaison avec le programme de Ségolène Royal, celui de Nicolas Sarkozy pouvait, en effet, sembler plus cohérent. Tout est relatif en ce monde.

Les raisons de la défaite de Ségolène Royal méritent elles aussi qu'on s'y attarde. Contrairement à Sarkozy, elle n'a pas réussi à faire l'unanimité dans son propre camp. Il n'est pas certain qu'elle l'ait même cherché. Forte de la légitimité que lui donnait sa désignation par les militants de base, elle a choisi de faire cava-

d'idées nouvelles et intéressantes, notamment au chapitre des institutions et du dialogue social, et de vieilles recettes puisées dans le fonds de commerce d'une gauche archaïque. Prisonnière de ce programme, elle devait séduire un électorat lui aussi très hétéroclite. En effet, il lui fallait, pour espérer gagner, convaincre aussi bien les électeurs du centre que ceux de l'extrême gauche.

Difficile dans ces conditions de projeter l'image d'une grande cohérence. Elle aura eu le courage de mener ce combat et aura fait mentir tous ceux qui la voyaient craquer à la mi-campagne. Elle aura aussi fait preuve de courage en tenant des propos qu'on n'avait pas l'habitude d'entendre dans la bouche des candidats de gauche : une défense des valeurs traditionnelles comme le travail et la famille, un engagement à réduire la dette publique et une reconnaissance de la nécessité de générer de la croissance avant de pouvoir en répartir les bénéfices. Elle aura eu un impact considérable auprès d'une clientèle souvent très jeune, pour qui elle incarnait une nouvelle façon de faire de la politique.

Le soir de la défaite, elle avait plutôt l'allure d'une gagnante, et les milliers de jeunes qui, dans les rues, scandaient sans répit « Merci, Ségolène » laissaient entrevoir que son avenir n'était pas derrière elle. À sa façon, elle aura lancé pour de vrai le processus de rénovation de la gauche. Elle entend y jouer un rôle de premier plan, toutefois, elle aura de la concurrence. D'autres comme Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius ont rongé leur frein pendant toute la campagne, mais ils entendent bien reprendre l'initiative du débat au sein du parti.

Cette élection aura démontré, hors de tout doute, l'impérieuse nécessité pour la gauche de tout remettre à plat. La France n'a pas besoin de quatre partis d'extrême gauche, sans compter José Bové, le poète altermondialiste du Larzac. Elle lui faut par contre un vrai

La principale raison de son échec, de toute façon, n'est pas dans son choix de mener un combat relativement solitaire. Elle est ailleurs : dans son programme. Celui-ci était un mélange hétéroclite d'idées nouvelles et intéressantes, notamment au chapitre des institutions et du dialogue social, et de vieilles recettes puisées dans le fonds de commerce d'une gauche archaïque. Prisonnière de ce programme, elle devait séduire un électorat lui aussi très hétéroclite.

10 p. 100. Des deux côtés de l'échiquier politique, n'appartient-il pas aux modérés de gérer le problème des extrêmes ? Mitterrand avait réussi à marginaliser le Parti communiste. Sarkozy s'est occupé à sa manière du Front national. L'avenir dira si les électeurs de Le Pen ont basculé pour de bon dans le camp républicain.

Sarkozy a aussi gagné parce qu'il est apparu comme le candidat ayant le programme le plus crédible et le plus cohérent. En vérité, ce programme retrouve aujourd'hui sa cohérence en tant que programme de gouvernement, mais pendant la campagne électorale, le candidat Sarkozy a fait de grands écarts. L'ultralibéral qu'on nous avait annoncé avait souvent des accents fortement protectionnistes. L'Européen convaincu pourfendait la Banque centrale européenne et accusait même l'Union européenne d'être en France le cheval de Troie de la mondialisation. Et le « dur », qui prenait plaisir à s'afficher comme tel, exprimait soudain beaucoup de compassion pour les faibles et les opprimés. Toutes ces incohérences lui ont été à

lier seul. Si on peut comprendre son hésitation à tout miser sur un appareil sclérosé qui en 2002 n'a même pas su assurer la présence de son candidat au deuxième tour de l'élection présidentielle, on comprend moins bien qu'elle ait pris ainsi le risque de faire campagne en étant régulièrement torpillée de l'intérieur.

Cela dit, elle a peut-être fait le bon choix car, si elle n'a pas gagné, elle a fait un score qui n'a rien de déshonorant, surtout au regard de celui de Lionel Jospin. Il n'est pas évident qu'entourée des « éléphants » elle aurait fait mieux. Elle a réalisé, en voix, le meilleur score de tous les candidats socialistes à l'élection présidentielle. Il est vrai que le taux de participation était, cette fois, particulièrement élevé, mais on lui doit, au moins autant qu'à Sarkozy, le fait que les Français se soient passionnés pour cette élection.

La principale raison de son échec, de toute façon, n'est pas dans son choix de mener un combat relativement solitaire. Elle est ailleurs : dans son programme. Celui-ci était un mélange hétéroclite

parti socio-démocrate. Les socialistes français ont des décennies de retard sur leurs collègues des autres pays européens. Le Parti socialiste ne fera pas l'économie d'une crise majeure. La division est profonde entre ceux qui sont convaincus que l'avenir du parti est de se rapprocher du centre et ceux qui croient, au contraire, à un approfondissement de l'ancrage à gauche et à une convergence avec l'extrême

Sarkozy a su convaincre les Français que c'est lui qui mettrait fin à la morosité ambiante. La France vit mal sa perte d'influence en Europe et dans le monde. Elle est accablée de voir ses voisins (particulièrement l'Allemagne) présenter des résultats économiques toujours meilleurs que les siens. Les violences urbaines et l'immigration génèrent des angoisses existentielles, la mondialisation aussi. Les Français sont inquiets pour leur avenir et celui de leurs enfants. Dans un tel contexte, le discours énergique et déterminé d'un homme qui vous promet de changer tout cela trouve forcément un large écho.

gauche. Ce clivage est apparu avec force au moment du référendum sur l'Europe et il est toujours là.

En attendant, la gauche encaisse sa troisième défaite d'affilée. Depuis les débuts de la V^e République, la droite a fourni à la France cinq présidents et la gauche, un seul. L'élection de Mitterrand en 1981 avait, disait-on, permis à l'alternance de s'installer enfin dans la culture politique de la V^e République. Si elle veut un jour revenir au pouvoir et incarner à nouveau l'alternance, la gauche a du pain sur la planche.

A droite, l'horizon est nettement plus dégagé. Le président qui vient d'être élu affiche une confiance absolue en lui-même et en sa capacité de redresser la France.

Sarkozy compte mettre en œuvre très rapidement un nombre important de réformes. En ce qui concerne les valeurs, il veut remettre au goût du jour le travail, l'autorité, la morale, le respect et le mérite. Au plan institutionnel, ses ambitions sont plus modestes. Il voudrait faire une ouverture à des représentants du centre et même de la gauche au sein de son gouvernement et offrir à l'opposition la

présidence de la Commission des finances à l'Assemblée nationale. C'est dans le domaine économique et social qu'il est le plus ambitieux.

Avant même les élections législatives qui auront lieu les 10 et 17 juin prochain, il veut que soient soumis à l'Assemblée quatre projets de loi apparemment déjà rédigés : un sur la relance de l'économie par la fiscalité, un autre sur le renforcement de la sécurité, un troisième sur la

maîtrise de l'immigration et, enfin, un sur la réforme de l'université.

Avant le 10 juin, Sarkozy veut organiser avec les partenaires sociaux une conférence sur le pouvoir d'achat et les salaires. Ceux avec qui il parviendrait à un accord pourraient profiter immédiatement d'allègements des cotisations sociales. En juillet et en août, donc après les législatives et la formation d'un nouveau gouvernement, il compte introduire un service minimum dans les transports en commun et s'attaquer au problème du chômage en créant 250 000 emplois pour les jeunes, en interdisant à un chômeur de refuser plus de deux offres d'emploi correspondant à ses capacités et en obligeant tous les bénéficiaires d'un minimum social à exercer, en échange, une activité quelconque.

En septembre, il entend organiser quatre sommets avec les partenaires sociaux, soit sur la flexibilité du travail (la possibilité d'embaucher et de licencier plus facilement), l'égalité salariale, les conditions de travail et la démocratie sociale. En octobre, une nouvelle Loi de finances, c'est-à-dire un nouveau budget, prévoira l'instauration d'un bouclier fiscal (personne désormais ne versera en

impôt plus de 50 p. 100 de ses revenus), une baisse de l'impôt sur les sociétés et l'élimination des droits de succession.

En politique étrangère, le nouveau président veut ramener la France au cœur de l'Europe en proposant, comme alternative à la Constitution que les Français ont rejetée, un minitraité qui ne reprendrait que le chapitre sur les questions institutionnelles et serait ratifié par

le Parlement plutôt que par référendum. Il veut travailler à un rapprochement avec les États-Unis, pays auquel il voue une profonde admiration, mais il compte aussi faire pression sur eux dans certains dossiers comme celui des changements climatiques. Il propose la création d'une Union méditerranéenne sur le modèle de l'Union européenne, sans préciser toutefois comment

ce projet pourrait surmonter l'obstacle du conflit israëlo-palestinien qui a tué dans l'oeuf tous les projets antérieurs allant dans ce sens. Il faut peut-être y voir d'abord et surtout sa volonté de trouver une alternative à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Sur tous les plans, les projets ambitieux de Sarkozy se heurteront à la proverbiale résistance française au changement ; mais il y a plus. Malgré toute sa détermination et toute son énergie, il sera confronté à des réalités sur lesquelles il n'a pas beaucoup de prise. Au niveau européen, la France n'a pas les moyens d'imposer sa façon de voir les problèmes et de les résoudre, et dans bien des domaines, les compétences ont déjà été transférées à Bruxelles depuis longtemps. Annoncer pendant la campagne que pour protéger les Français des effets dévastateurs de la mondialisation, il imposera des taxes sur les produits importés, c'est faire miroiter quelque chose qu'il ne peut tout simplement pas livrer.

Le vrai test pour le nouveau président sera cependant au chapitre économique et social. C'est là que les résistances seront les plus grandes. Alain

Juppé et Dominique de Villepin peuvent en témoigner, on ne touche pas impunément aux acquis sociaux, et la logique économique en France n'est pas toujours, ni même souvent, celle qui est autorisée à prévaloir. Fort de son expérience en tant que ministre de l'Intérieur, où il a obtenu de vrais résultats dans certains dossiers de sécurité, Sarkozy veut s'attaquer de front à plusieurs problèmes et faire sauter les verrous.

Les relations avec les partenaires sociaux s'annoncent compliquées. Perçu par les syndicats comme totalement inféodé aux patrons, il aura du mal à convaincre le milieu syndical de jouer le jeu de la concertation. Mais il n'a pas l'intention de se laisser distraire par si peu. Il se voit bien dans le rôle d'une Margaret Thatcher face aux syndicats des mineurs ou d'un Ronald Reagan à ceux des sociétés aériennes. Il reste à voir si ça passera ou si ça cassera. Les rouleaux compresseurs aplanissent bien des obstacles, mais ils vont rarement très loin.

Faut-il avoir peur du personnage ? Évitions d'abord de le caricaturer. Nicolas Sarkozy aime l'autorité spectaculaire, mais il n'est pas un néo-fasciste et, non plus, l'otage du Front national. Il a cependant des attitudes qui suscitent des inquiétudes légitimes. D'abord sa prétention à dire toujours la vérité. Lorsqu'il dit aux Français qu'il les protégera de la mondialisation ou qu'il maîtrisera l'immigration, il ne leur dit pas la vérité. Il ne pourra faire ni l'un ni l'autre, et il le sait. Ensuite, sa personnalisation excessive du pouvoir. Il ne fait aucun mystère du fait qu'il soutient ceux qui le soutiennent et qu'il est vindicatif avec les autres. On est pour lui ou contre lui. L'objectivité et le détachement n'existent pas. Enfin, son incapacité à accepter que quelque chose ou quelqu'un lui résiste. Pour l'heure, il n'y a pas de réponse à la question de savoir comment il réagira si la France ne le suit pas dans le virage à 180 degrés qu'il veut lui faire prendre.

Sur un plan moins politique et plus philosophique, on peut s'inquiéter de le voir affirmer haut et fort, comme il l'a fait dans son discours de victoire, qu'il faut « en finir avec la repentance ».



Ministère des Affaires étrangères. Photo F. de La Mure

Nouveau président de la République Nicolas Sarkozy et son prédécesseur Jacques Chirac à l'Élysée le 16 mai dernier.

Il reprend là les thèses de Pascal Bruckner sur la tyrannie de la pénitence et le masochisme occidental ; mais où s'arrête la manie de s'excuser et où commence le déni de responsabilité ?

Interrogé pendant la campagne sur la fierté nationale, il a cru à propos d'évoquer le fait que la France, contrairement à l'Allemagne, ne doit pas avoir honte. La véhémence avec laquelle il dénonce l'héritage de Mai 68 a aussi quelque chose de troublant, car cette attitude rappelle étrangement le discours de ceux qui, aux États-Unis, ont pensé qu'une victoire en Irak effacerait la honte de la guerre du Vietnam — pas la honte de l'avoir livrée mais celle de l'avoir perdue sous la pression de la rue. La même condamnation sans appel d'une jeunesse qui, en son temps, a osé ébranler le pouvoir en

place. Il faut sans doute avoir eu très peur de voir s'écrouler un ordre qui vous convenait très bien pour éprouver, 40 ans après, autant de rancœur.

Le 16 mai, Nicolas Sarkozy est devenu officiellement président de la République. Il aura toutes les cartes en main car on imagine difficilement que les législatives lui donnent autre chose qu'une majorité à l'Assemblée. Or il a déjà une majorité au Sénat et jouit d'appuis sans précédent dans les milieux d'affaires et dans le monde des médias. Il a lui-même mis la barre très haut et sait qu'il n'aura pas droit à l'échec. Tout reste possible.

Marie-Bernard Meunier ancienne ambassadrice du Canada en Allemagne, siège au Conseil d'administration du CERIUM et du Forum des politiques publiques.